

Pas d'issue à la Communauté et à Bruxelles

DéFI ne lâche le Parti socialiste ni à la Communauté française ni à Bruxelles. CdH et MR refusent un projet avec le PS. CQFD: les majorités actuelles sont bien parties pour tourner en quasi-affaires courantes.

MARTIN BUXANT

Circulez, y a rien à voir. À ce stade – plus de deux mois après «l'appel du 19 juin» de Benoît Lutgen – on peut avancer quelques hypothèses pour la suite.

En Région bruxelloise, d'abord. L'attelage gouvernemental conduit par Rudi Vervoort ne devrait pas évoluer et côté francophone, PS/DéFI et cdH continueront à gouverner ensemble jusqu'en 2019. C'est assez simple: DéFI ne veut pas débarquer le Parti socialiste de Vervoort et Onkelinx, le MR ne veut pas entendre parler d'une coalition avec les socialistes et le cdH – jusqu'ici il subsistait un doute – n'a pas l'intention de faire démissionner sa ministre bruxelloise Céline Fremault. «Cela n'entre pas du tout dans nos intentions»,

confirme un responsable centriste. Au cdH, on affirme que, juridiquement, la démission de Céline Fremault est à tout le moins délicate sinon impossible. «Il n'est pas question que notre ministre soit assise au gouvernement et y assiste mais dépouillée de ses compétences.» La coalition Vervoort devrait donc se traîner encore une année et demie avec le cdH et ses pieds de plomb. Ajoutez à cet imbroglio francophone que, côté flamand bruxellois, le VLD Guy Vanhengel demeure hermétique aux pressions de son état-major lui enjoignant de mettre le sp.a à la porte du gouvernement. «Ruttien (la présidente de l'Open Vld, NDLR) peut danser sur sa tête, Vanhengel ne changera pas son fusil d'épaulé, fait remar-

quer un responsable libéral flamand. D'autant qu'il n'y a pas grand-monde à Bruxelles qui ait envie de voir entrer la N-VA dans la coalition gouvernementale.» Fin de l'histoire (pour le moment).

Rayon Communauté française, à peu de chose près, c'est le même scénario qui se dessine: à savoir que PS

et cdH vont poursuivre à deux, cahin-caha, leur chemin de frères ennemis. Les appels à gouverner sans le Parti socialiste (du MR et du cdH)

restent lettre morte chez DéFI et, à l'autre bout du spectre, DéFI, n'a aucunement l'intention de mettre les socialistes hors-jeu.

Pourquoi? Parce que DéFI ne croit pas en une majorité qui, juge-t-il, serait beaucoup trop étriquée. Secundo, ramener les libéraux dans le jeu, pour Olivier Maingain, c'est prendre le risque d'y laisser quelques plumes vu que les électors du MR et de DéFI se chevauchent pas mal.

Deux autres éléments plaident encore dans le sens du statu quo à la Communauté française. Le cdH ne va certainement pas sacrifier sa ministre de l'Enseignement Marie-Martine Schyns occupée qu'elle est à gérer le Pacte d'excellence pour l'Enseignement. «Aucune chance que ça se produise», confirme un ténor orange. Ensuite, côté libéral, tous les sons de cloche vont dans le même sens: «On

est dans un fauteuil et on dispose des commandes au Fédéral et en Région

wallonne, il n'y a aucun incitant à aller s'abîmer à discuter pour des coalitions dont nous ne voulons pas à Bruxelles ou en Communauté française», pointe un libéral. Un autre: «Nous ne voulons pas nous associer au Parti socialiste, dans quelle langue faut-il le répéter?» Un autre responsable libéral encore: «Qu'est-ce que c'est que cette nouvelle idiotie selon laquelle il faudrait se mettre à cinq partis (avec Ecolo, NDLR) pour gérer l'enseignement? Qui va croire cela? Que Maingain arrête d'es-

sayer de faire peur aux gens pour dissimuler son scotchage au Parti socialiste.»

Lundi soir, Olivier Chastel et Benoît Lutgen ont certes officiellement lancé une invitation à Olivier Maingain «afin d'ouvrir une discussion approfondie sur les différentes demandes et propositions». Invitation aussitôt déclinée par le président de DéFI. L'impasse semble totale. Et dans le grand théâtre politique franco-phonique, les acteurs se disputent pour savoir qui portera le chapeau...